
Russie : plus ou moins de gaz russe vers l'UE?

Description

Le 6 mai, Bruxelles a dévoilé un plan attendu de longue date, visant à mettre fin aux importations de gaz russe d'ici fin 2027. Cet engagement de principe pris par l'Union européenne fin 2022 est difficile à mettre en œuvre, compte tenu de la forte dépendance de certains pays européens vis-à-vis des approvisionnements russes. Mais l'UE l'assure, elle ne veut plus permettre à la Russie d'utiliser l'énergie comme une arme à son encontre, a affirmé Dan Jorgensen, Commissaire européen à l'énergie.

Le plan envisage deux étapes : d'abord mettre fin aux nouveaux contrats et aux contrats spot à court terme qui lient les Européens aux fournisseurs russes, d'ici fin 2025. Puis interdire toutes les autres importations de gaz d'ici fin 2027. Le but sera difficile à atteindre, alors que la chute des fournitures de gaz russe par tubes a laissé place à une hausse des achats de gaz naturel liquéfié (GNL) depuis trois ans : actuellement, la Russie fournit entre 17 et 19 % du gaz consommé par les pays de l'UE. Le mot d'ordre est donc plus que jamais à la diversification des approvisionnements et les Etats-Unis apparaissent comme une option crédible (qui permettrait en outre de mettre un terme à la bataille des droits de douane).

Néanmoins, dans le même temps, des discussions seraient en cours entre Washington et Moscou concernant la reprise des livraisons de gaz russe à l'UE, affirme Youri Ouchakov, conseiller du Président russe. Selon *Reuters*, les conseillers des deux présidents, Steve Witkoff et Kirill Dmitriev, envisageraient que des investisseurs américains prennent des parts dans le gazoduc Nord Stream qui pourrait être réhabilité, mais aussi dans ceux qui traversent l'Ukraine, voire au sein de la société Gazprom elle-même.

Sources : *The Moscow Times, Vajnye Istorii, Interfax.*

date créée

11/05/2025

Champs de Méta

Auteur-article : Céline Bayou